



Se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée

APPEL A CANDIDATURES
SUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET LA LUTTE CONTRE
L'IMPUNITÉ

Juillet 2012

1. CONTEXTE

Le Programme concerté de Renforcement des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG) intervient en Guinée depuis 2007. Il s'investit dans la mise en place de cadres de concertations entre les pouvoirs publics et la société civile guinéenne pour la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles. Il est financé à 75% par l'Agence Française de Développement et à 25% par les OSC guinéennes et françaises.

L'un des objectifs poursuivis par le Projeg est d'amener la Société Civile à contribuer à la consolidation de la démocratie et de la paix en s'investissant notamment dans des actions qui participent à la défense des droits de l'Homme et à la lutte contre l'impunité.

Durant sa quatrième Assemblée générale (28-30 mars 2012), les membres du PROJEG dans l'analyse des causes de la violation des droits de l'Homme et de l'impunité en Guinée ont cité, entre autres:

- L'absence de réponse à l'insécurité,
- La violation des droits par les forces de défense et de sécurité,
- L'abus d'autorité,
- la mauvaise administration de la justice.

Au regard de ce constat, l'Ag a proposé quelques pistes de travail que sont : i)- la mise en place de dispositifs de formation et d'information sur les droits, ii)- la constitution de groupes d'observation des droits de l'Homme, iii)- la mise en place de systèmes de partage d'information sur les cas de violation des droits de l'Homme..

C'est dans ce cadre que le Projeg lance le présent appel à candidature sur la défense des Droits de l'Homme et la lutte contre l'impunité.

2. OBJECTIFS

La lutte contre la violation des droits de l'Homme et l'impunité, thématique de cet appel à candidatures, vise à amener les OSC à s'organiser, et se doter de compétences leur permettant d'être capables d'interpeller les pouvoirs publics mobiliser les Osc autour de la sauvegarde de l'intégrité physique et morale des citoyens et la promotion des droits de l'Homme.

Le PROJEG a soutenu quelques actions portées par des organisations spécialisées sur les questions de défense des droits de l'Homme et la lutte contre l'impunité tant au niveau national qu'au niveau local.

C'est pour construire une forte mobilisation de la société civile sur cette thématique que le PROJEG souhaite soutenir de nouvelles initiatives. Dans cet esprit, le PROJEG vise à promouvoir des dynamiques régionales capables de mobiliser et de fédérer des organisations de la société civile et mettre à l'échelle leurs bonnes pratiques.

L'objectif étant d'obtenir :

- le renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de défense des droits humains et de lutte contre l'impunité,
- la mise en place d'une démarche collective de veille et d'interpellation des autorités locales et nationales sur des cas de violation des droits de l'Homme et d'impunité,
- la mise en place d'un système d'information des populations sur les droits de l'Homme.

3. QUELLES SONT LES INITIATIVES SOUTENUES ?

Le programme soutiendra des initiatives allant dans le sens de ces objectifs et répondant en particulier à l'atteinte des résultats suivants :

- Les OSC sont formées sur les notions de défense des droits de l'Homme et d'impunité ;
- Les OSC sont outillées sur les techniques de collecte et d'analyse des cas avérés de violation des droits de l'Homme et d'impunité. Elles mobilisent des informations fiables sur les violations des droits de l'Homme et partagent avec les acteurs de la société civile, l'administration et les citoyens ;
- Un mécanisme durable de veille et d'interpellation des pouvoirs publics locaux et nationaux est mis en place

A la fin de la mise en œuvre des activités, il est attendu entre autres les produits suivants

- Un état des lieux de la région
- Un système d'organisation et de conservation des données
- Des modules/Guides de formation sur les droits de l'Homme et l'impunité
- Un protocole d'organisation et de fonctionnement du mécanisme de veille et d'interpellation

4. A QUI S'ADRESSE L'APPEL À CANDIDATURES ?

4.1. Typologie des organisations éligibles

Sont éligibles à cet appel les consortia constitués par les organisations françaises et guinéennes de type suivant :

- associations
- réseaux/plateformes
- syndicats
- universités
- médias

Sont exclues les OSC qui ont été choisies dans le cadre de l'appel à candidature sur la fiscalité locale.

4.2. Zones éligibles et Durée du projet

Pour cet appel, La durée maximale du projet est limitée à 9 mois et sont acceptés les consortiums travaillant sur les territoires suivants :

- Le territoire de la région naturelle
- La région spéciale de Conakry

5. CRITÈRES DE SÉLECTION

Seules les actions portées par un consortium constitué d'au moins 5 OSC pourront être soumises. Le consortium doit se choisir une OSC porteuse de l'action. L'OSC porteuse doit être une organisation nationale et obligatoirement spécialisée sur les questions des droits de l'Homme et de lutte contre l'impunité.

5.1. Critères relatifs à l'OSC porteuse

Pour accéder aux fonds, l'OSC porteuse de l'action au nom du consortium doit remplir les critères ci-après :

- Être légalement agréée à quelque niveau que ce soit (préfectoral, régional et national) ;
- Disposer d'un compte dans un établissement bancaire ;
- Être en mesure de justifier de son opérationnalité (documents administratifs à jour, PV de réunion, rapports d'activités, plan d'action, dernières activités etc....) ;
- Exister depuis au moins 4 ans ;
- Disposer d'un siège social reconnu ;

- Pouvoir justifier d'une expertise dans le domaine de la «Défense des droits de l'Homme et de la lutte contre l'impunité» ;
- Prouver sa capacité à mobiliser des fonds (fonds propres ou issus de partenariats) ;
- Partager les valeurs du programme en ayant ratifié la charte ;
- Joindre les documents des membres du consortium (agrément, règlement intérieur, statuts...).

5.2. Critères relatifs au consortium

Le consortium doit répondre aux critères suivants :

- il est constitué d'organisations qui travaillent sur le territoire de la région naturelle ou de la région spéciale de Conakry, à l'exception de l'OSC porteuse.

La présence au sein du consortium de plusieurs types d'OSC est un critère facultatif mais apporte un plus lors de la sélection.

Le consortium doit s'engager à :

- rendre compte du processus suivi et des résultats obtenus au Collège de sa région ;
- partager les outils produits et informer des résultats atteints lors de son compte-rendu technique et financier ;
- rendre des rapports techniques et financiers intermédiaires tous les trois mois et un rapport final, deux semaines après la clôture des activités.

6. EVALUATION ET SÉLECTION DES PROPOSITIONS

- L'éligibilité des propositions d'action sera examinée par des comités d'instruction régionaux
- L'instruction des propositions d'actions se fait par les comités d'instruction et sur la base d'une grille d'analyse et d'évaluation ;
- Les comités d'instruction émettent leur avis et transmettent au Secrétariat exécutif ;
- Le Comité de Pilotage prend la décision finale de sélection ;

- En cas de réserve, mandat peut être donné par le Comité de Pilotage aux membres du Secrétariat Exécutif pour qu'ils appuient les organisations porteuses d'actions retenues dans l'amélioration de leurs propositions.

7. COFINANCEMENT

Au titre du co-financement, les OSC soumissionnaires doivent garantir une mobilisation de ressources privées pour les actions éligibles. Le PROJEG amène 75% des fonds. Le consortium doit amener les 25% restant dont 15% en fonds d'origine privée et 10% en valorisation.

8. CONTRACTUALISATION ET MISE EN ŒUVRE :

- La constitution du consortium doit être matérialisée par une convention de partenariat signée par les représentants des organisations membres
- Une convention précisant les modalités pratiques de mise en œuvre des actions financées sera établie entre le chef de file et l'organisation représentant le consortium.
- Les décaissements des fonds s'effectuent en plusieurs tranches ponctuées par des comptes-rendus techniques et financiers intermédiaires et finaux. Ces tranches sont définies dans la convention entre le chef de file et l'organisation porteuse du consortium.
- A la fin de l'action, le consortium doit justifier l'ensemble des fonds (les 75% amenés par le PROJEG, les 15% de cofinancement privé et les 10% de valorisation).

9. MODALITÉS DE DÉPÔT

- Les propositions sont envoyées par mails et déposées sous pli fermé auprès:
 - des Coordinateurs régionaux abrités par le CENAFOD pour la Haute Guinée, INADER pour la Guinée forestière, APEK pour la Basse Guinée, NANTES GUINEE pour la Moyenne Guinée, Aide et Action pour la région spéciale de Conakry, Aide et Action France pour la France.
- Des accusés de réception seront remis au dépôt des propositions
- Les versions électroniques et papiers sont à déposer ensemble
- Les propositions d'actions seront rédigées sur la base d'un Canevas en annexe.

Les propositions d'action sont recevables dès après la diffusion des TDR.

10. CALENDRIER :

- 13 juillet : lancement de l'appel à candidatures
- 13 août : clôture de l'appel
- 14 septembre : résultats de la sélection

11. QUELQUES CONTACTS AU PROJEG

Pour toutes informations complémentaires et le canevas de rédaction des propositions, prenez contact avec les personnes ci-dessous

REGIONS	COORDINATEURS	TELEPHONES	MAILS
Guinée Forestière	Alain KOLIE	68 64 59 27 64 42 72 79	alainkoweta@yahoo.fr
Moyenne Guinée	Souleymane SOW	68 78 2332 60 39 06 19	sowbantama@yahoo.fr
Basse Guinée	Mady DIAWANDO	60 55 18 07	Mady_diawando@yahoo.fr
Haute Guinée	Gabriel OUENDENO	68 06 14 48 65 61 51 74	gabykomaro@yahoo.fr
France	Sonia VINOLAS	+33 (0) 1 55 25 70 43	sonia.vinolas@aide-et-action.org
Conakry	Cheick M. TOURE	68 73 19 28 67 31 77 12	Chetoum2005@yahoo.fr

APPEL À CANDIDATURE 2012

CANEVAS DE REDACTION

Juillet 2012

PRESENTATION GENERALE DU PROJET

(Page de garde)

TITRE DU PROJET :

--

PERIODE D'EXECUTION :

-

ZONES DE COUVERTURE :

-

BENEFICIAIRES :

-

OSC MEMBRES DU CONSORTIUM:

-

COUT DE L'ACTION:

COUT DU PROJET	PART PROJEG : 75%	PART COFI 15%	PART VALO 10%

N° du compte et institution bancaires de l'OSC porteuse :

DESCRIPTION DE L'ACTION

A- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Quelle compréhension de la problématique avez-vous ?

Quels sont les premiers éléments de constat que vous posez et qui révèlent l'intérêt de travailler sur cette question dans la région ?

B- ACTIVITES

Décrivez et justifiez les activités pour l'atteinte de chacun des résultats de l'appel à candidature en précisant les acteurs, les outils, les cibles, la durée, etc.

C- RESULTATS et PRODUITS

(Quantifier le plus possible)

Préciser les résultats et produits par rapport à chacune des activités développées?

D- STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

D.1. Présentez les membres du consortium et justifiez ce choix.

D.2. Déclinez la responsabilité de chacune des organisations membres du consortium.

D.3. Elaborez un plan d'action indiquant le calendrier de mise en œuvre, les résultats attendus, les acteurs.

PERIODE	ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	DEMARCHE	ACTEURS (impliqués)	LIEUX
Résultat 1 :					
Résultat 2 :					
Résultat 3 :					

E- DISPOSITIF DE SUIVI:

E.1. Indicateurs :

Quels sont les indicateurs de résultats ?

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	Sources de vérification (éléments et lieux)
RA 1:.....	1. 2.	
RA 2 :	1. 2.	
RA 3 :.....	1. 2.	

E.2. Proposition de fonctionnement du dispositif de suivi

Comment va se réaliser le suivi de la mise en œuvre ?

F- BUDGET

F.1. Budget détaillé du projet

N°	DESIGNATION	Qté	P.U	TOTAL	Dont Dépenses directes	Dont Valorisation
	Résultat 1					
	Activité 1.1					
	Intitulé de la dépense					

	Activité 1.2					
	Résultat 2					
	Activité 2.1					
	Etc.					
	TOTAL					

Structurer le budget sur la base des principales activités.

La valorisation doit représenter 10% du total des dépenses.

F.2. Plan de décaissement

N°	ACTIVITES	PERIODES			TOTAL
		Trimestre1	Trimestre2	Trimestre3	
	TOTAL				

G- ANNEXES :

- Fiche signalétique des organisations membres du consortium (cf. fiche signalétique ci-jointe),
- Résumé des principales activités menées antérieurement sur la thématique (activités, territoires, enveloppes, résultats, durée, produits obtenus).



Se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée

FICHE SIGNALETIQUE DES OSC MEMBRES DES CONSORTIUMS

Nom et sigle :	
Date de création :	
Date d'obtention et numéro d'agrément ¹ :	
Siège de l'organisation :	
Date de tenue de la dernière AG :	
Nombre de salariés et/ou de bénévoles :	
Zone(s) couverte(s) :	
Domaine(s) d'intervention :	
Principales activités et périodes de mise en œuvre :	
Budget de l'organisation :	
Financements obtenus (montant et bailleur(s)) :	

¹ Pour les OSC disposant de ces documents.